

sième, ajoutant, que, "à défaut du paiement de telle somme ils feraient toutes les obstructions possibles, et différeraient indéfiniment le paiement de ce que les commissaires doivent au défendeur, menace qu'ils ont mise à exécution depuis lors.

"19. Que le lendemain, le dit commissaire Roy est revenu au même endroit, rencontrer le défendeur pour toucher les \$3000, qu'il devait distribuer comme il vient d'être dit, ce que le défendeur refusa ;

"20. Que le défendeur a porté plainte contre les dits Roy et Legault, devant les tribunaux criminels, à raison des faits ci-dessus, et qu'après que le grand jury eut rapporté un "true bill" contre eux, ils ont fait option pour un procès devant les Sessions, procès que les dits Roy et Legault ont obtenu de retarder jusqu'ici ;"

Contre ces allégations, les intimés inscrivirent en droit.

Cette inscription a été maintenue par la Cour supérieure par les motifs qu'elle était étrangère et inutile au débat ; que les commissaires y mentionnés n'étaient pas en cause, et que leurs actes incriminés ne pourraient affecter les rapports de droit existant entre les parties dans la cause.

2ième action. L'appelant a formé une demande contre les intimés leur réclamant une somme de \$9,630, fondée sur un certificat de l'architecte en charge des travaux pour le solde de son compte.

Les intimés contestèrent l'action avec les mêmes moyens que ceux contenus dans la déclaration de leur action.

L'appelant dans sa réponse fit l'allégation suivante :

"8. Que le demandeur n'a pu parvenir jusqu'ici à se faire payer des défendeurs, ce qu'ils lui doivent, grâce aux machinations et aux manoeuvres criminelles et illécites de quelques-uns des commissaires demandeurs, c'est-